

*Падурар К., курсант Національної  
академії внутрішніх справ  
Консультант з мови: Шемякіна Н.  
В.*

## **LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ EN FRANCE**

En droit français, la cybercriminalité est définie comme l'ensemble des infractions pénales qui sont commises via les réseaux informatiques, notamment, sur le réseau Internet.

On regroupe aujourd'hui la cybercriminalité en trois types d'infractions :

- les infractions spécifiques aux technologies de l'information et de la communication : parmi ces infractions, on recense les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données, les traitements non autorisés de données personnelles (comme la cession illicite des informations personnelles), les infractions aux cartes bancaires;

- les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication : cette catégorie regroupe la pédopornographie, l'incitation au terrorisme et à la haine raciale sur internet, les atteintes aux personnes privées et non aux personnages publics, les atteintes aux biens ;

- les infractions facilitées par les technologies de l'information et de la communication, que sont les escroqueries en ligne, le blanchiment d'argent, la contrefaçon ou toute autre violation de propriété intellectuelle.

Pour lutter contre ce phénomène le 29 avril 2014 a été créée la sous-direction de lutte contre la cybercriminalité (SDLC). 80 policiers et gendarmes remplissent quotidiennement ces missions de pilotage et de coordination.

La création d'une sous-direction au sein de la direction centrale de la police judiciaire répond à un contexte de mobilisation de l'ensemble des institutions publiques pour faire face aux menaces liées à la cybercriminalité.

Cette sous-direction comprend 3 structures :

La division de l'anticipation et de l'analyse pour lutter contre les cyberattaques envers les particuliers et les entreprises;

L'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC);

Le bureau de la coordination stratégique.

L'office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTI) est chargé :

- d'animer et coordonner la lutte contre les auteurs d'infractions liées aux technologies de l'information et de la communication;

- de procéder, à la demande de l'autorité judiciaire, à tous actes d'enquêtes et travaux techniques d'investigations ;

- d'apporter, à leur demande, une assistance aux services de police, de gendarmerie et de douane en cas d'infractions liées aux hautes technologies ;

- de centraliser et diffuser l'information sur les infractions technologiques à l'ensemble des services répressifs.

L'OCLCTIC traite les affaires judiciaires qui concernent les atteintes aux systèmes de traitements automatisés de données, les fraudes aux télécommunications, les fraudes aux cartes de paiement et à microprocesseurs, ainsi que toutes les formes de criminalité qui utilisent les nouvelles technologies.

En fonction des nécessités, l'office peut effectuer une surveillance active des réseaux (site web, forum de discussions...) et procéder à toute vérification utile ainsi qu'à la localisation de serveurs.

Après le 11 septembre 2001, un vaste réseau international a été créé afin de garantir une réponse coordonnée face aux cybermenaces. La SDLC est la porte d'entrée de la France pour identifier et anticiper ces cybermenaces. Grâce à son réseau international, elle est capable de permettre dans l'urgence le gel des données numériques hébergées dans l'un des 68 états membres.

L'ère numérique offre de nouvelles possibilités aux forces de police en mettant à leur disposition des réseaux de communication sécurisés ainsi que l'accès instantané à des données criminelles. L'innovation doit devenir la meilleure alliée.

### **Список використаних джерел**

1. <https://www.fr.wikipedia.org/wiki>
2. [https://.fr.wikipedia.org/wiki/Code\\_pénal\\_\(France\)](https://.fr.wikipedia.org/wiki/Code_pénal_(France))
3. <https://www.police-nationale.interieur.gouv.fr/>
4. <https://www.sosvirus.net/la-lutte-contre-la-cybercriminalite-en-france/>